

# Yara : manifestation à Saint-Nazaire pour réclamer la suspension administrative de l'usine

[Hélène Roussel](#) Samedi 14 octobre 2023 à 3:00 Par [France Bleu Loire Océan](#)

Manifestation contre l'usine Yara ce samedi 14 octobre à 11 heures devant l'hôtel de ville de Saint-Nazaire jusqu'à la sous-préfecture. La mobilisation est lancée par un collectif de 18 associations et soutenue par les élus. Objectif : obtenir la suspension administrative de l'usine de Montoir.



L'usine d'engrais Yara sur le port de Montoir-de-Bretagne mise en demeure et à l'amende pour ses rejets hors norme et ses installations obsolètes, voire dangereuses. Manifestation pour réclamer la suspension administrative. © Radio France - Hélène Roussel

C'est la deuxième manifestation en un an contre Yara à Saint-Nazaire, "car en un an, rien n'a changé" dénonce ce collectif de 18 associations qui appelle à la **mobilisation ce samedi matin, 11 heures**, devant l'hôtel de ville. Le cortège doit marcher jusque sous les fenêtres de la **sous-préfecture**. Désormais le but est clair : obtenir la **suspension administrative** de cette usine d'engrais basée à Montoir et qui **pollue l'air et l'eau bien au-delà des normes**.

## Une bombe à retardement ?

Usine d'ailleurs régulièrement mise en demeure sans parler du **danger** qu'elle représente. *"Montoir sera-t-elle Beyrouth ? Sommes-nous assis sur une bombe à retardement?"* Les mots sont forts mais pour les associations, ce n'est pas de la science-fiction, le risque est réel. **Marie-Aline Le Clerc de l'AEDZRP**, l'association dongeoise lanceuse d'alerte, rappelait [il y a trois semaines au moment de lancer la mobilisation](#) avec **pétition, débat, réunion publique** et donc manifestation que *"dans cette usine d'engrais, passent chaque jour 1.200 tonnes de nitrate d'ammonium. Pour donner une idée : AZF à Toulouse, c'était 300"*. De rappeler aussi la proximité avec d'autres sites Seveso comme Elengy (gaz) ou la raffinerie (pétrole).

Les services de l'Etat ont mené une petite **vingtaine d'inspections** dans l'usine depuis 2022. Quelques efforts ont été remarqués, à la marge. 33% de polluants en moins dans les eaux de la Loire par exemple. En revanche pour la tour de prilling d'où s'échappent les particules fines, **Yara est le premier émetteur de toute la région**, rien n'a bougé.

Yara, **multinationale**, préfère payer les milliers d'euros d'amendes plutôt que d'engager les travaux de rénovation dont la note s'élèverait à plusieurs dizaines de millions d'euros. Pour le collectif : soit l'usine est mise aux normes, soit elle ferme.

## "La complaisance de l'Etat"

En attendant, une seule solution : **la suspension administrative**. La revendication est portée aussi bien par les riverains que par les élus : les maires des communes concernées mais pas seulement. *"L'Etat doit durcir la sanction et doit faire respecter la loi. C'est ça la suspension administrative avec un avantage: les employés continuent de toucher leur salaire"* explique **Pascale Hameau, élue EELV au conseil régional**.

C'est aujourd'hui le même discours pour le député de la circonscription, **l'insoumis Matthias Tavel** qui sera lui aussi dans le cortège :

La **pétition** lancé il y a trois semaines par le collectif pour réclamer la suspension administrative de l'usine Yara a, pour sa part, recueilli des centaines de signatures.